

1961

Les députées et ministers de Montréal au parlement provincial

Citoyennes à part entière

Par Évelyne Tardy

In Ces femmes qui ont bâti Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1992 : 332-334.

Les hommes politiques ont pendant très longtemps exclu les femmes, refusant de les reconnaître comme citoyennes à part entière, s'offusquant à l'idée qu'elles puissent un jour gérer les affaires de l'État. Oh! il y a bien eu des monarques féminins, mais elles ont représenté un très petit pourcentage et leur présence était imposée par la loi divine. La loi des hommes, elle, était plus misogyne; elle excluait, tout simplement. La Loi salique, en France, en est un exemple éloquent. Même au nom de la démocratie on continue d'écarter les femmes de la participation à la vie de la cité en faisant du suffrage universel un suffrage exclusivement masculin.

Ce sont les luttes des femmes qui ont fini par ébranler ce fief masculin et arracher aux politiciens le droit de voter et de se porter candidates. Les Québécoises ont eu à mener des luttes plus féroces et plus longues que leurs consœurs d'autres provinces car le clergé catholique était un opposant de taille à leur entrée dans l'arène politique.

Les premières candidates de Montréal à se présenter à des élections provinciales furent en 1952 Gisèle Bergeron, dans le comté de Westmount, sous la bannière du CCF (Cooperative Commonwealth Federation), Jeannette Pratte-Walsh, dans le comté de Saint-Jacques, pour le Parti ouvrier progressiste. Celle-ci s'est d'ailleurs présentée treize fois, de 1952 à 1979, sans jamais réussir à se faire élire. De même, en 1952, Thérèse Casgrain brigue sans succès les suffrages dans le comté de Verdun pour le CCF - dont elle fut la première femme leader au Québec, de 1951 à 1957. En 1956, elle tente à nouveau sa chance dans le comté de Montréal-Jacques-Cartier, mais là encore elle est défaite. Thérèse Casgrain est une candidate malchanceuse mais persévérante puisqu'elle s'est lancée en campagne électorale deux fois sur la scène provinciale et huit fois sur la scène fédérale.

Il faut attendre une élection partielle en 1961 pour voir enfin une femme devenir députée : Claire Kirkland, qui se présente dans le comté de Jacques-Cartier sous la bannière du Parti libéral du Québec. Après cette première, plusieurs autres femmes briguent enfin avec succès les suffrages lors d'élections provinciales dans divers comtés de l'île de Montréal.

Citons en tout premier lieu Lise Bacon, élue pour la première fois en 1973 dans le comté de Bourassa, sous la bannière du Parti libéral dont elle avait été la présidente de 1970 à 1973. Dès son élection, elle est nommée ministre d'État aux Affaires sociales. Lise Bacon, qui eut la responsabilité de nombreux ministères depuis 1973, est nommée

vice-première ministre après sa réélection dans le comté de Chomedey en 1985. Citons également Lise Payette, élue dans le comté de Dorion en 1976, sous la bannière du Parti québécois. Elle aussi devient aussitôt ministre, ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, ministère qu'avait occupé avant elle Lise Bacon. Lise Payette est également la première femme ministre responsable du Conseil du statut de la femme, ministre d'État à la Condition féminine en 1979 et ministre d'État au Développement social en 1980. N'oublions pas Thérèse Lavoie-Roux qui s'est fait élire trois fois de suite dans le comté de l'Acadie (1976-1981-1985) comme députée du Parti libéral. Elle aussi assumera des fonctions de ministre. Puis, citons la libérale Joan Dougherty, fidèle au comté de Jacques-Cartier (1981-1985), Louise Harel du Parti québécois, inconditionnelle d'Hochelaga-Maisonneuve (1981-1985-1989), ministre des Communautés culturelles en 1984 et Huguette Lachapelle, élue deux fois de suite dans Dorion (1981-1985). Louise Robic, militante au Parti libéral, se présente dans le comté de Bourassa, est élue députée (1985-1989) et nommée ministre, elle aussi des Communautés culturelles et de l'Immigration en 1985. Nicole Loiselle est élue en 1989 dans le comté de Saint-Henri, pour le Parti libéral. Enfin Liza Frulla remporte les élections dans le comté de Marguerite-Bourgeoy en 1989 et devient aussitôt ministre. Violette Trépanier, élue à deux reprises (1985-1989) dans le comté de Dorion, est également nommée ministre, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, en 1989.

Si nous avons tenu à toutes les nommer, c'est que ces femmes, même si elles passent une grande partie de leur vie à Québec, représentent les électeurs et électrices de leurs comtés montréalais et en cela font partie des bâtisseuses de Montréal.